

Destin du Socialisme

Le marxisme a-t-il paralysé la social-démocratie ?

par Henri BRUGMANS,
Recteur du Collège d'Europe (Bruges).

★

Au début de ce siècle, peu d'observateurs en doutaient : le socialisme allait devenir le grand mouvement politique de l'avenir. Certains le déplorait, beaucoup l'affirmaient avec enthousiasme, alors que d'autres, sans être socialistes, attendaient beaucoup du mouvement ouvrier pour le progrès social et le maintien de la paix.

Sans doute ne faut-il pas idéaliser les choses. Avant 1914 déjà, le socialisme avait connu des échecs, même dans sa terre d'élection, l'Allemagne (1). Par exemple, le 25 janvier 1907, des élections y avaient eu lieu qui réduisirent le nombre de mandats social-démocrates au Reichstag à 43 seulement. Profitant d'un crédit supplémentaire, demandé par le gouvernement pour la conduite d'une expédition militaire en Afrique allemande, les partis « bourgeois » avaient fait front contre les socialistes. S'il était vrai que ceux-ci n'avaient pas perdu de voix (ils en avaient même gagné un petit peu), ce n'en était pas moins une défaite politique qui donnait à réfléchir. Était-elle peut-être due au fait que, malgré tout, le clairon nationaliste était encore capable de regrouper des forces politiques puissantes ? Si oui, n'était-ce pas là un signe prémoniteur de ce que l'Europe allait vivre en 1914 ? N'en pouvait-on pas également conclure à l'impréparation manifeste de la social-démocratie devant le problème colonial ?

Questions embarrassantes, car ainsi, dès avant la première guerre mondiale, les indications ne manquaient pas qui mettaient en doute la solidité de cet imposant mouvement révolutionnaire, géant aux pieds d'argile. Pourtant, les contemporains ne pou-

vaient guère le voir ainsi. Pour eux — en dépit des « Hottentottenwahlen » — la social-démocratie était le grand parti ouvrier, avançant irrésistiblement vers le pouvoir.

Or, à quelque soixante ans de distance, il est impossible de ne pas avouer que ces prévisions ne se sont réalisées que partiellement. Sans doute, une œuvre considérable a été accomplie, notamment dans le domaine de l'action communale et de la législation du travail. Dans d'autres, au contraire, comme la démocratisation des études, les résultats sont moins spectaculaires et il n'est pas certain que nous les devions au socialisme, car à cet égard — comme à d'autres — les États-Unis sont plus évolués que nous, alors que le socialisme y est quasi-inexistant. Surtout, les partis socialistes n'ont pas été capables de prévenir la guerre, comme ils se l'étaient proposé aux congrès internationaux de Stuttgart en 1907 et de Bâle en 1913.

Pour que tout soit clair au départ, l'auteur de ces lignes souligne qu'il ne désire nullement provoquer une mauvaise querelle politique. Il appartient à la social-démocratie néerlandaise depuis toujours. Mais c'est pour lui une raison supplémentaire de se demander pourquoi ce mouvement qui, avant 1914, semblait promis à tous les triomphes, n'a joué malgré tout qu'un rôle limité (2).

(1) Cf. Franz Osterroth, Dieter Schuster, *Chronik der Deutschen Sozialdemokratie*, Hannover, Dietz, 1963.

(2) Nous tenons quelque peu à cette précision pour que tout soit clair. En effet, lorsque la revue *Esprit* rendit compte de l'ouvrage de Milorad M. Drachkovitch, *de Karl Marx à Léon Blum, La Crise de la Social-Démocratie* (Genève, E. Droz, 1957), elle reprocha à l'auteur de manquer de sympathie envers son sujet. Un tel reproche à notre égard serait injuste.

D'abord au point de vue des résultats numériques

Nulle part, le socialisme n'a conquis la majorité d'une manière stable. En Grande-Bretagne, il a gouverné pendant deux législatures, en surclassant l'opposition conservatrice ; peut-être les prochaines élections le porteront-elles à nouveau au pouvoir ; mais aux yeux des socialistes du début du siècle, le Labour était un parti bien pâlot, bien opportuniste ; aujourd'hui encore, ce sont ses adversaires qui lui appliquent le plus volontiers cette étiquette de « socialiste » que lui-même, il hésite à arborer trop ostensiblement. En Scandinavie, le socialisme a trouvé un terrain favorable, et c'est là (surtout en Suède) qu'il tient le gouvernail depuis le plus longtemps. Mais il y dirige toujours des gouvernements de coalition et de compromis, du reste avec un succès saisissant. En Allemagne, le socialisme s'est remarquablement remis de son effondrement de 1933 et, après une période d'opposition stérile, semble monter à l'assaut du gouvernement avec une sérieuse chance de succès. Pourtant, il serait très surpris lui-même s'il pouvait gouverner seul, et, d'ailleurs, si les socialistes d'avant 1914 pouvaient voir le dernier programme de la SPD, ils seraient surpris de n'y retrouver à peu près rien de ce à quoi ils croyaient si fermement. Dans les pays de Benelux, les partis social-démocrates totalisent un tiers des voix, un peu plus ou un peu moins selon les moments, alors qu'en France et en Italie ils n'atteignent pas toujours 15 %. Quant à l'Espagne, les socialistes n'y sont pas seulement dans la clandestinité depuis un quart de siècle (ce qui est honorable), mais ils s'y sont scindés en plusieurs groupes pendant l'effroyable « test » de la guerre civile et, par là, condamnés à la défaite.

Lorsqu'on survole cet ensemble, deux conclusions s'imposent, qui du reste coïncident.

D'abord, c'est que le domaine méditerranéen a été beaucoup moins propice au socialisme que ne l'est le climat nordique. Ensuite, les partis les moins « idéologiques » et aussi les moins « anticléricaux » — *in casu* les moins préoccupés d'« orthodoxie » marxiste — ont remporté les succès les plus remarquables. En ne rivalisant pas avec les communistes sur le terrain de la révolution prolétarienne, ils les ont sans cesse vaincus, et, en se voulant « populaires » plutôt que « ouvriers », ils ont réussi à marquer profondément l'histoire de leurs pays.

Lorsqu'on envisage ce bilan, il est loin d'être mauvais. Mais l'Européen d'il y a soixante ans et qui reviendrait parmi nous, s'en froterait les yeux. Quoi ? C'est là tout ? Même là où le socialisme est fort, il n'a pas fait « la » Révolution ? Quoi ? C'est donc à peine qu'on se réclame encore de la science marxiste, et ce merveilleux appareil intellectuel dont la *Neue Zeit* était la dépositaire, est pratiquement oublié, justement dans les partis qui ont le plus d'influence ? Quoi ? Même la social-démocratie allemande qui, jusqu'en 1933, se proclamait encore l'héritière idéologique de Marx et d'Engels, ne le prétend plus fût-ce en paroles, dans son programme de doctrine ? Notre Rip van Winkle de 1904 n'en croirait pas ses yeux et ses oreilles, car c'est difficilement qu'il réussirait à trouver encore quelques groupuscules d'extrême-gauche qui — bien entendu en dehors du communisme — parlent sérieusement de marxisme.

Nous n'éprouvons aucune joie maligne à dire ces choses. D'ailleurs cette inconnissance, cette méconnaissance du marxisme dans la jeune génération actuelle, nous apparaît comme un appauvrissement. Il n'est pas sain qu'en Occident, si peu de responsables politiques étudient les maîtres marxistes, alors qu'un tiers de l'humanité est gouverné par des équipes qui s'en réclament. Mais c'est visiblement ainsi. Partout où le socialisme a pu faire ses preuves, partout où il les a faites là où il faut les faire, c'est-à-dire au gouvernement, la référence au marxisme n'est même plus combattue : elle est simplement ignorée. Et elle n'a pas été remplacée par une autre référence théorique. On lui a surtout substitué des platitudes sur la liberté, la justice, l'épanouissement de la personne humaine, etc. Ces platitudes, nous les faisons nôtres parce qu'elles sont vraies. Mais ce n'était vraiment pas là ce qu'on attendait du socialisme en 1904.

Une doctrine, un mouvement, une stratégie et une tactique politiques, ne se jugent pas *sub specie aeternitatis*. On en connaît la valeur, dans la confrontation avec les événements du siècle. Or, depuis 1914, ceux-là n'ont pas manqué, et il faut donc demander comment le socialisme s'est comporté en face des grandes responsabilités concrètes. Encore une fois, nous n'avons nullement l'intention d'accabler quiconque, mais lorsqu'un mouvement est entré dans l'arène avec des prétentions historiques aussi gigantesques, on est en droit d'en exiger beaucoup.

Le socialisme a-t-il répondu aux espoirs immenses qu'il avait semés lui-même ?

Nous allons rapidement examiner la série des catastrophes auxquelles il a dû faire face, et voir de quelle façon il s'est comporté.

II

La première confrontation fut celle de la première guerre mondiale.

Les faits ne sont que trop connus. Malgré les efforts *in extremis* d'un Jaurès, le socialisme international s'est effondré devant l'événement. Il n'a pas pu arrêter la course à l'abîme, pas davantage que les Eglises.

Trahison des chefs ? Hélas ! non : parmi les soldats qui partirent, « la fleur au fusil », les militants socialistes étaient tout aussi nombreux que les chrétiens. Tous ont cru se jeter dans une action légitime, dans une opération de défense nationale, voire même dans une croisade démocratique : en Allemagne, celle-ci se dirigeait contre le tsarisme allié à la France — en France, contre le Kaiser autocrate — en Grande-Bretagne, contre le chancelier qui avait parlé de la neutralité belge comme d'un « chiffon de papier ». Ainsi, tous avaient leur bonne conscience, et les chefs n'eurent pas à persuader leurs troupes.

S'agissait-il alors d'une fièvre passagère ? Il faut en douter. L'Italie, elle, n'est entrée dans la danse qu'en 1915, mais ces mois d'attente et de réflexion n'ont servi au Parti Socialiste italien qu'à se scinder en plusieurs groupes, la majorité arborant un slogan vide de sens comme « ni neutralité ni participation ». Certes, plus tard, en 1917, la lassitude aidant, le mouvement ouvrier parut se ressaisir. Les partis « neutres », scandinaves et hollandais, prirent l'initiative de la conférence de Stockholm, et celle-ci fut au moins un symbole, une indication, signifiant au monde que le socialisme n'était pas mort. Mais Stockholm changea le cours des événements aussi peu que le firent la tentative papale d'un arbitrage, ou les négociations de Sixte de Bourbon.

Bref, dans la tourmente de 1914-1918, tout se passa comme si le socialisme en tant que force politique organisée n'existait point. N'ayant pas su maintenir la paix, il ne réussit pas à la rétablir. Cela ne pouvait pas en être différemment sans doute. Mais quiconque eût prophétisé un tel dé-

roulement en 1904, se serait fait traiter unanimement d'antisocialiste systématique et d'irréaliste. N'avait-il donc pas d'oreilles pour entendre « le pas lourd et menaçant des bataillons ouvriers » ?..

En réalité, le mouvement socialiste avait beaucoup débattu des phénomènes de la guerre (3) et de la paix. Mais il ne s'était nullement préparé à un conflit réel. D'ailleurs, lorsqu'on étudie la littérature à cet égard, les diagnostics marxistes paraissent assez disparates.

Première ligne de pensée : les armées permanentes constituent des foyers de militarisme, donc des dangers de conflit. Remède : « l'armée nouvelle » de type suisse, selon la proposition de loi que Jaurès soumit au Parlement français en 1905. Mais, en réalité, cette proposition ne fut jamais très populaire dans le mouvement ouvrier même. A cet égard comme à tant d'autres, Jaurès était beaucoup plus seul qu'on ne pouvait le penser en entendant les ovations dont il était l'objet. Dans la sensibilité des masses, une armée était une armée, et il n'en fallait pas du tout. En conséquence, la solution d'une « milice populaire », du « peuple en armes, prêt pour se défendre mais ne menaçant personne », resta verbale et inopérante.

En second lieu, la social-démocratie allemande — fidèle en cela à Marx et Engels — nourrissait une telle haine envers la Russie autocratique que, souvent, elle était prête à y voir l'incarnation du Mal, la source de tout danger de guerre et la menace principale contre la paix. Mais pouvait-on, de là, déduire une politique pacifiste quelle qu'elle fût ? Il est difficile de l'affirmer. La situation était comparable en France avec un Charles Andler qui, après un voyage chez les socialistes allemands, revenait horrifié : pour lui, c'était le Reich qui menaçait la paix du monde. Bien des socialistes français n'étaient pas loin de l'approuver, même après son exclusion. Ainsi de suite. Chaque grand pays (et conséquemment chaque grand parti socialiste) avait donc sa bête noire qui, d'avance, longtemps avant 1914, justifiait l'« union sacrée ».

Mais c'était surtout un troisième argument qui orientait la pensée socialiste d'alors : pour ceux de « la base », la guerre était due à des conflits

(3) Cf. Karl Kautsky, *Sozialisten und Krieg, Ein Beitrag zur Ideengeschichte des Sozialismus von den Hussiten bis zum Völkerbund*, Prag, Orbis Verlag, 1937.

capitalistes, et ceux-ci n'intéressent pas le prolétariat.

Malheureusement, ces deux positions de principe étaient toutes les deux incertaines.

Quiconque se plonge dans cette jungle qu'est l'étude de l'origine des guerres, constate l'extraordinaire complexité du phénomène. Certes, des conflits comme les deux guerres maritimes hollando-anglaises au XVII^e siècle, furent le type même d'une rivalité commerciale dégénérant en bataille rangée. De même, les guerres coloniales ont des motifs économiques incontestables. Mais de là peut-on généraliser ? Notamment la guerre de 1914, fut-elle due à des appétits financiers ? Là où les décisions furent prises — le plus souvent d'ailleurs dans un désordre et une confusion indescriptibles — songeait-on à des marchés à conquérir ? Avait-on pensé en termes économiques et « capitalistes » au moment où le conflit, déjà envisageable, n'était pas encore fatal ? On ne peut pas l'affirmer honnêtement. Et si l'Angleterre était le pays qui avait le plus de raisons pour redouter l'expansion maritime allemande — elle fut, comme par hasard, le pays qui hésita le plus longtemps à s'engager. Par conséquent, lorsque Jaurès affirmait que « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », sa phrase était admirable, mais elle ne donnait guère d'inspiration pratique au moment du conflit.

Elle le donnait d'autant moins qu'elle semblait suggérer en même temps qu'entre les intérêts capitalistes et l'intérêt ouvrier, aucun terrain commun n'existait. Mais était-ce vrai ? Par exemple, lorsque le Japon commence à concurrencer l'Europe sur le marché mondial du textile, cela ne conduira pas aussitôt à la guerre sans doute — mais il était difficile d'affirmer que le phénomène n'avait pas d'importance pour la main-d'œuvre, tant japonaise qu'européenne !

Bref, les deux idées maîtresses du socialisme d'alors dans ce domaine — « tout vient de rivalités capitalistes » et « ces rivalités capitalistes ne nous regardent pas » — étaient au moins partiellement fausses.

Constatation grave. Car si on diagnostique mal, on ne peut rien guérir. La classe ouvrière eût été prête à tordre le cou à quelques centaines de capitalistes fauteurs de guerre. Contre leurs ennemis de classe, ils auraient volontiers fait la grève générale.

Mais lorsqu'on parla aux Autrichiens des menées séparatistes serbes, aux Russes de la solidarité slave, aux Allemands du knout tsariste, aux Français de l'Alsace-Lorraine, et aux Anglais de la Belgique envahie, c'était là un langage bien différent des images d'Épinal socialistes et les masses se trouvèrent aussi désorientées que leurs chefs. La guerre « des généraux », « des diplomates » et « des banquiers », ils ne se l'étaient pas imaginée sous cette forme. L'impressionnante machine intellectuelle du marxisme n'avait préparé personne à ce qui se produisit réellement. Dans l'impréparation matérielle et intellectuelle, la social-démocratie européenne ne pouvait que s'effondrer.

III

Mais cette impréparation n'était pas seulement due à un effort insuffisant dans le domaine spécifique qu'on appelle aujourd'hui la « polémologie ». Le malheur n'était pas uniquement que les dirigeants socialistes n'avaient pas imaginé dans le concret comment se déchaîne un conflit militaire et comment on peut contre-attaquer au besoin. Le drame était plus fondamental encore. Une guerre pose de la façon la plus aiguë et la plus tragique, le problème de l'État, de la Nation, de la Patrie. Or, le socialisme d'avant 1914 n'avait jamais fondamentalement étudié ces phénomènes. Trop souvent, il s'était contenté de reprendre les déclarations des maîtres à ce sujet, en les commentant.

Sans doute, cette dernière remarque doit-elle être nuancée.

Ainsi, le grand ancêtre de la social-démocratie allemande, Ferdinand Lassalle, avait sérieusement réfléchi à la question nationale. En un sens, il était le fils spirituel des « hommes de 1848 », pour qui l'unification allemande était la partie principale d'un programme libéral et progressiste. Puis, en face de l'échec du libéralisme national et de l'ascension de Bismarck, lui, Lassalle, avait bien spécifié que l'« Association Générale Ouvrière Allemande » dont il avait jeté les bases, aurait aussi pour mission de contribuer à la création d'un *Reich* allemand. D'un *Reich* le plus démocratique possible sans doute, d'un *Reich* social, d'un *Reich* basé sur le suffrage universel en tout cas — mais tout de même d'un *Reich* unitaire, qui donnerait à l'industrie moderne et au mouvement ouvrier, le cadre géographique indispensable. Après sa mort en 1865,

son successeur Von Schweitzer continua dans cette lignée. Ce ne sont pas les Lassalliens qui eussent jamais appliqué à la lettre l'adage du *Manifeste* que « les ouvriers n'ont pas de patrie ». Au contraire ? En Allemagne, les ouvriers devaient s'en forger une, « puissante et formidable », afin d'épanouir leur action (4).

Mais s'agissait-il seulement d'un simple instrument politique, à utiliser ou à créer ? Ou bien trouvait-on derrière l'Etat national une réalité plus profonde, plus émotionnelle et même culturelle, la Patrie ? Etre Allemand, pour un socialiste, qu'était-ce à dire ? Uniquement qu'on se servait d'un espace géographique organisé, afin de mener à bien, sur place, une lutte essentiellement internationale ?..

Quiconque connaît les ouvrages et les déclarations personnelles de Marx et des Marxiens, peut-être même de Lassalle et des Lassalliens — surtout dans leur correspondance privée — ne saurait ignorer combien ils étaient « Allemands », combien ils étaient conscients d'appartenir à une nation privilégiée par ses dons, au peuple élu de la Révolution, combien ils étaient rapides, notamment, à mépriser la légèreté des Français et à haïr la servilité du peuple russe. Mais jamais ils n'avaient saisi que leur orgueil national instinctif devait pour le moins être harmonisé avec cet internationalisme qu'ils proclamaient avec tant d'ardeur. Entre les réalités nationales dans lesquelles ils vivaient spontanément, et l'aspiration cosmopolite, ils n'apercevaient pas le contraste ou, en tout cas, la tension. En résumé, ce qui manquait le plus, c'était une analyse — non pas philosophique mais concrète — du phénomène national.

A cet égard, les socialistes autrichiens avaient eux aussi, leur expérience.

Au sein de la Double Monarchie (qu'alors on appelait « la geôle des nationalités ») les problèmes nationaux étaient d'une importance brûlante. Il ne pouvait pas venir à l'esprit des Viennois de dire aux prolétaires tchèques, slovènes, italiens ou roumains, que la « patrie » était une fiction bourgeoise : ceux-ci auraient interprété de telles affirmations comme une tentative perfide de perpétuer la domination des germanophones et des Hongrois, dans le domaine danubien. En fait, qu'ils fussent ouvriers ou paysans, bourgeois ou intellectuels, tous les membres de ces innombrables ethnies, refusaient passionnément l'assimilation par la nation et la

langue la plus « fortes » : les marxistes autrichiens ne pouvaient pas ne pas le savoir.

Certains d'entre eux essayèrent donc loyalement d'étudier la question nationale et de suggérer des solutions socialistes. Ainsi, Otto Bauer publia en 1912 un gros volume sur *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, alors que Karl Renner, de son côté, versa au débat des analyses où il aboutissait à des conclusions assez différentes. Mais jamais n'eut lieu la discussion publique, fondamentale, politique, liant le mouvement dans son ensemble, qui eût conduit à une vision cohérente. De son côté, l'Internationale considéra le problème comme particulier aux camarades autrichiens. Rares furent ceux qui, dès avant la première guerre mondiale, avaient compris que les querelles ethniques et linguistiques de l'Autriche-Hongrie, faisaient partie d'un iceberg gigantesque, dont seule une partie était visible. Or, l'iceberg s'appelait « Nation et Internationale », ou bien, « Patriotisme et Socialisme ». Et il coïncidait avec l'Europe entière.

En France, au moins, aucun « problème » national de ce genre ne semblait se poser.

Dans la mesure où le pays avait connu des « nationalités » — basque, flamande, bretonne, provençale, catalane — elles n'avaient plus de conscience collective depuis longtemps : monarches et jacobins avaient suivi avec la même brutalité la même politique assimilatrice. Mais la réalité patriotique n'en était que plus sensible. D'ailleurs, le socialisme français ne se considérait-il pas comme l'héritier légitime de la Révolution française, et celle-ci n'avait-elle pas institué le culte de « la Grande Nation », porteuse de progrès et de liberté dans le monde ? Un certain chauvinisme cosmopolite faisait partie du bagage intellectuel de l'extrême-gauche française. « Les ouvriers (étrangers)

(4) Lassalle, qui était poète et dramaturge à ses heures, fait dire à l'un de ses personnages, Franz von Sickingen : « Was wir wollen, Das ist ein ein'iges, groszes, mächt'iges Deutschland... Wiedergeburt, zeitmäßige, der alten. Der urgermanischen gemeinen Freiheit ». Et le premier numéro du *Social-Demokrat*, organe du « Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein », note comme un paragraphe essentiel de « notre programme » : « Wir wollen nicht ein ohnmächtiges und zerrissenes Vaterland, machtlos nach aussen und voll Willkür im Inneren — das ganze gewaltige Deutschland wollen wir, den einen freien Volksstaat ». D'autres textes se trouvent dans un livre que nous avons abondamment utilisé : Suzanne Miller, *Das Problem der Freiheit im Sozialismus — Freiheit, Staat und Revolution in der Programmatik der Sozialdemokratie von Lassalle bis zum Revisionismus-Streit*, Frankfurt, Europäische Verlagsanstalt, 1964.

n'ont pas de patrie » : n'était-ce pas dire que tous devaient se rallier à la Patrie du 14 juillet et des Droits de l'Homme ?

Un marxiste de stricte obsédience comme Jules Guesde n'a jamais clairement vu ce déséquilibre idéologique. C'est sans doute ce qui lui a permis de se laisser surprendre passivement par la guerre et de passer directement de ses barricades théoriques à la « praxis » d'un gouvernement d'« union sacrée ».

Il n'en était pas de même de Jean Jaurès. Ce dirigeant très applaudi, mais très isolé dans l'Internationale, se sentait à la fois patriote français et internationaliste. Cette dernière qualité, il devait la démontrer en 1914, lorsqu'il fut parmi les rares socialistes à mettre une véritable passion à lutter contre la guerre. Il est logique que le nationaliste Villain l'ait assassiné, lui, de préférence à d'autres chefs socialistes, réputés plus « à gauche ». Mais cet Européen authentique ne désirait pas, pour autant, refouler en lui-même son attachement émotionnel à la France. Comment avoir mauvaise conscience à éprouver des sentiments qui sont naturels ? Ne valait-il pas mieux reconnaître leur vigueur, en cherchant à leur donner une place honorable dans l'ensemble de la doctrine ? Et c'est ainsi qu'au scandale de tous, il rédigea une préface à son *Armée Nouvelle*, où, prenant le taureau par les cornes, il expliqua pourquoi la phrase sacramentelle du *Manifeste Communiste* ne contenait pas toute la vérité sur le problème, qu'il fallait la prendre plutôt comme un cri de colère, et que l'émancipation du prolétariat finirait par lui donner une différenciation nationale, une plus grande richesse dans la diversité, bref... des patries à défendre.

Ces pages auraient pu devenir une base de départ pour une discussion sérieuse mais, en fait, rien ne se fit. Dans l'âme et l'esprit des socialistes d'avant 1914, le sentiment patriotique était loin d'être éteint, mais on le gardait soigneusement en quarantaine, enfermé derrière la façade des formules marxistes. Puis, comme c'est le cas de toute impulsion mal intégrée, mal sublimée, elle fit explosion au moment suprême, sous une forme souvent franchement nationaliste. Après la guerre, les socialistes préférèrent ne pas se souvenir de cet épisode. A nouveau, ils refoulèrent, comme on refoule le souvenir d'un faux pas. Mais, alors, les commu-

nistes seront là pour leur rappeler leur trahison de « social-patriotes ».

IV

Ainsi, « les canons d'août » atteignirent la social-démocratie au cœur, c'est-à-dire dans sa bonne conscience révolutionnaire et marxiste. Mais, malgré tout, ces obus venaient du dehors, du monde « capitaliste et bourgeois » (du moins on pouvait le dire pour se rassurer). Par contre, la *deuxième révolution russe*, celle d'octobre 1917, constituait (pour prolonger l'image des explosifs) l'éclatement d'une bombe — cette fois à l'intérieur du mouvement socialiste lui-même.

Sans doute, les modérés occidentaux pouvaient-ils déclarer que leurs préférences allaient aux menchéviks, plutôt qu'aux bolchéviks de Lénine. Mais ces excuses n'étaient guère convaincantes. Ceux qui, déjà, s'intitulaient « communistes », avaient tout de même participé aux Congrès socialistes, fût-ce comme une minorité. Et surtout : ils prétendaient appliquer à la lettre, et non sans efficacité cynique, certains principes marxistes naguère encore généralement partagés.

La controverse d'abord porta sur la violence.

Mais quiconque lit la propagande populaire socialiste d'avant 1914, et surtout les hymnes chantés alors, doit être frappé par leur caractère violent et apocalyptique. Le sang y coule à flots. Il y coule assez naïvement, pourrait-on dire, car les concepts de 1789 et de 1848 y apparaissent sans retenue, comme si le pavé et la technique militaire modernes se prêtaient encore aussi favorablement aux barricades. Pourtant, Georges Sorel n'avait pas eu tort de constater que, pour la majorité des ouvriers socialistes et syndicalistes d'avant 1914, la lutte des classes était avant tout un mythe collectif — que celui-ci était lié à l'idéal de « la » Révolution — et que la Révolution à son tour ne se concevait pas sans morts et blessés. Risquons un paradoxe : si une fée rouge avait offert aux « prolétaires conscients » d'alors, un Socialisme sans Grand Soir, ils auraient probablement été aussi déçus que le furent les résistants hollandais de 1945, lorsqu'ils virent capituler l'armée allemande, sans avoir pu se mesurer avec elle, les armes à la main. Bref, sur ce point, les bolchéviks gagnaient, car la sensibilité socialiste n'était guère équipée pour se révolter devant les violences de l'« Octobre Rouge ».

Ensuite : la conquête du pouvoir « de haute lutte » et son exercice dictatorial.

C'étaient là de vieilles formules du mouvement ouvrier qui naguère encore étaient répétées par tous. L'événement de Pétrograd les mettait simplement en pratique. Sans doute, Kautsky pouvait démontrer, textes en mains, que Marx et Engels avaient très peu parlé de la fameuse « dictature du prolétariat » et qu'ils ne l'avaient jamais entendue à la manière de Lénine. Mais cela n'empêchait pas ce dernier d'écrire une brochure vengeresse et de s'emparer du « rênégat Kautsky » comme un fauve prend sa proie entre les dents, en la secouant avec une volupté visible. Ici encore, l'imagerie traditionnelle des socialistes correspondait mieux à l'épopée bolchévik qu'aux démonstrations du théoricien.

Enfin les socialistes qui s'opposaient à la Révolution bolchévik en se réclamant du pacifisme social et de la légalité démocratique — quelle « voie vers le Socialisme » indiquaient-ils eux-mêmes ? Avouons-le : ils furent bien embarrassés pour répondre.

En effet, les partis social-démocrates avaient toujours stigmatisé ce qu'ils appelaient le « ministérialisme », individuel ou collectif. Avant la guerre, ils avaient, de façon constante, décliné toute offre de participation. Dans la SFIO, les « participationnistes » devaient même rester en minorité, jusqu'à ce que le Front Populaire porta le Parti au pouvoir ! Dans ces conditions, certains militants, impatients de ronger leur frein dans une opposition systématique et stérile, avaient quitté le mouvement ouvrier, en perdant bientôt leur foi révolutionnaire, au contact avec les réalités de l'administration.

Mais alors, que faire ? Puisque toute « collaboration » avec l'« ennemi de classe » était tabou, n'aurait-il pas été logique de conclure que seul un gouvernement socialiste homogène, sans coalition, était acceptable ? Et, puisque la conquête de la majorité légale, par la voie des élections, était manifestement illusoire pour une période sans doute encore longue — quelle issue restait ouverte, sinon celle de l'aventure révolutionnaire, bref une sorte de Comité de Salut Public qui jugulerait l'adversaire ?

En conclusion, quel marxiste révolutionnaire, quel « antiparticipationniste » social-démocrate

pouvait blâmer de tout cœur les communistes, puisqu'eux-mêmes n'avaient pas d'alternative concrète à proposer ? Faut-il dès lors s'étonner que la polémique anticommuniste ait été souvent peu convaincante chez les social-démocrates ? Ne faut-il pas constater plutôt que ces derniers, en face de la réalisation bolchévik, devaient éprouver quelque sentiment de dépit, quelque admiration mal dissimulée ?

Cette révolution prolétarienne dont ils avaient si souvent parlé, n'était-ce pas en Russie qu'elle se trouvait maintenant faite ? Et s'ils s'en épouvaient, n'était-ce pas à cause d'un attachement honteux aux délices de la Capoue bourgeoise ? Beaucoup se le demandèrent et l'on comprend, dans ces conditions, que les social-démocrates marxistes ne se soient jamais sentis parfaitement à l'aise, en attaquant leurs « frères de classe » qui, eux, avaient mené le drapeau rouge à la victoire. En résumé, beaucoup d'entre eux, en se rappelant leurs paroles de naguère, ne pouvaient s'empêcher d'avoir mauvaise conscience — à moins qu'ils ne se soient consciemment et entièrement détournés de la mythologie révolutionnaire.

En troisième lieu, les vainqueurs d'octobre 1917 appliquaient « le » Socialisme à leur manière. C'est dire qu'ils étatisaient toute l'industrie, toutes les banques, tous les moyens de transports et d'échange. En principe, quel marxiste pouvait y trouver à redire ? Pourtant, là encore, les social-démocrates se sentaient mal à l'aise. Ils répétaient que c'était « la communauté » qui devait gérer l'économie et non pas « ce monstre froid », l'Etat. Mais leur solution à eux était mal définie, ou mieux : ils s'apercevaient brusquement, avec effroi, qu'ils n'y avaient jamais sérieusement réfléchi (5). Alors, on fit ce qu'on put. Au début des années 1920, plusieurs partis socialistes nommèrent des commissions pour étudier « le problème de la socialisation ». Mais dans la sensibilité des militants, cela devait équivaloir à une désacralisation. Un « problème », la socialisation ? Mais on l'avait toujours considérée comme une solution, voire comme la solution unique ! Dans cette incertitude, l'assurance

(5) Suzanne Miller, *op. cit.*, p. 160 : « Die technisch-administrative Frage, wie in der entstehenden industriellen Massengesellschaft ein solches (i.e. sozialistisches) Wirtschaftssystem funktionieren sollte, wurde von der Sozialdemokratie nicht behandelt ». Mais, en réalité, le problème était-il purement « technique et administratif » ?

des communistes leur donnait droit à tous les sarcasmes. Eux, au moins, avaient mieux fait que de publier des rapports ! Les réponses des social-démocrates arrivaient pleines d'hésitation... encore une fois : tant qu'ils restaient sur le terrain de la mythologie marxiste.

Mais le démasqué de 1917 était bientôt suivi par des événements plus tragiques encore, cette fois en Allemagne. La grande promesse apocalyptique ? Elle prenait corps maintenant dans les rues de Berlin, sous la forme des « gardes Rouges » qui arboraient l'insigne du « Spartakus-Bund » — mais en face d'elle se dressaient les *Schupos* et les régiments d'un gouvernement social-démocrate qui défendait la « légalité républicaine » ! L'immense orgueil intellectuel de la science marxiste ? Mais à quoi servaient désormais les beaux volumes reliés de la *Neue Zeit*, cette revue marxiste sans égale ? A quoi servaient-ils, au moment où il fallait faire vivre la jeune République de Weimar, démobiliser l'armée de la défaite, négocier une paix impossible, remettre d'aplomb une économie désaxée par la guerre — une économie que, naguère encore, on qualifiait dédaigneusement de « capitaliste » et de « désuète » ? Pourtant, c'est à des tâches aussi peu révolutionnaires, aussi restauratives, que se voua la Social-démocratie allemande, jadis le premier parti de l'Internationale. Elle y mit bien du dévouement et beaucoup de courage. Mais elle vécut avec le complexe de la « collaboration de classe. »

V

Confrontation avec la guerre, confrontation avec la révolution bolchévique, confrontation avec l'exercice du pouvoir — et chaque fois un pan de mur s'effondre, chaque fois on aperçoit l'impréparation historique dans laquelle le marxisme a laissé la social-démocratie. Il n'en sera pas autrement dans les crises qui devaient suivre.

Pour ce qui est de la paix de Versailles, n'en parlons pas. Elle fut négociée, conclue et mal appliquée, comme s'il n'y avait pas de socialisme dans le monde.

Quant à la Société des Nations, cette première tentative vacillante de faire régner le régime du droit international, bien sûr la social-démocratie se déclara en sa faveur, mais comme son attitude fut inefficace ! Genève lui rappelait, certes, ses traditions pacifistes. Pourtant, elle ne se jeta jamais,

corps et âme, dans la lutte pour la nouvelle institution. Encore moins lança-t-elle une campagne internationale en faveur de réformes radicales mais précises. Lorsque Churchill et d'autres proposèrent de former une armée mondiale, équipée de la façon la plus efficace, la plus meurtrière, afin de maintenir l'ordre partout, elle hésita. Or, il est vrai que le projet était critiquable, notamment parce qu'il semblait confondre la « paix » et le « statu quo ». Mais les socialistes ne réussirent pas à lui opposer un autre, plus réaliste. Ils proclamèrent plutôt qu'ils ne voulaient pas « remplacer un militarisme national par un militarisme international », ce qui n'avait pas beaucoup de sens...

Pourquoi ces incertitudes, à nouveau ? Parce que le socialisme était devenu trop fort, trop mûr politiquement pour pouvoir se contenter de sarcasmes envers une tentative qui, malgré tout, suscitait des espoirs. Parce qu'il avait cessé de viser la Révolution totale, dont le drapeau avait été pris par les communistes. Mais aussi parce que, tout de même, il continuait à se méfier des « diplomates » et que Genève était en effet le rendez-vous des Excellences. Non-conformisme des conformés.

Tout bien considéré, n'était-ce pas, là aussi, une philosophie désuète qui paralysait la social-démocratie ? Nous inclinons à le penser. Quiconque eût analysé le subconscient des partis socialistes, y aurait trouvé une méfiance doctrinale envers les professionnels de la vie internationale. Méfiance qui se justifiait sans doute, à bien des égards, mais qui ne pouvait devenir une force concrète de renouveau, qu'à condition d'opposer aux diplomates traditionnels, un nouveau type d'action internationale et des solutions nouvelles. Il ne suffisait pas de soupçonner les routiniers, en dénonçant leurs machinations d'une façon générale. Il suffisait moins encore de penser que, si on laissait la parole aux « peuples », la paix serait vite assurée ; en effet, nous avons vu combien les passions des masses, s'agitant sur la place publique, rendent quelquefois insolubles des problèmes qu'entre plénipotentiaires, en secret, on réglerait plus facilement. Mais derrière ces rêves de « démocratisation » internationale, on retrouve sans peine l'illusion du « vox populi vox dei », sans doute même celui de la bonté inhérente de l'homme simple. Utopie d'un recours aux « sources vives » de la conscience populaire, nostalgie du paradis prolétarien perdu, philosophie de la « solution évidente »,

qui devait exister quelque part et que l'honnête militant reconnaîtrait instinctivement comme sienne, en dépit de son inexpérience technique évidente...

Mais d'autres raisons encore, moins psychologiques, expliquent l'absence d'une conception pacifiste homogène chez les socialistes, pendant ces années. Ces raisons étaient d'ordre national.

Il n'y aurait pas eu de Genève sans Versailles, et Versailles fut l'endroit où les plénipotentiaires allemands, mandatés par leur gouvernement à direction socialiste, brisèrent leurs plumes après avoir signé. Pour la république de Weimar, le premier problème international fut donc de rompre la « servitude de Versailles ». Pour la France, au contraire, c'était la sécurité qui venait d'abord. Il est vrai que Léon Blum, avec le courage intellectuel et la lucidité généreuse qui le caractérisaient, protesta contre le *Diktat*. Mais son discours de Hambourg n'eut pas de suite.

Chaque pays eut ses soucis propres : l'*irredenta* pour l'Italie, les affres d'un Etat-croupion pour l'Autriche. Et ainsi, sur la scène internationale, les initiatives ne vinrent pas des socialistes. Ils suivirent la *Erfüllungspolitik* de Stresemann, et ils avaient raison. Mais il ne furent pas à l'avant-garde. Ils appuyaient, mollement d'ailleurs, la proposition européenne de Briand, ce « renégat ». Certains d'entre eux patronnèrent l'action paneuropéenne de Coudenhove-Kalergi — leurs militants les regardaient avec méfiance, car le mouvement de ce comte était bien aristocratique...

Surtout, une propagande énorme fut déployée en faveur du désarmement, unilatéral ou non. Elle ne mordit jamais sur le réel, mais contribua à l'impréparation militaire des démocraties.

Bref, autant il est impossible d'écrire l'histoire des différents pays, à cette époque, sans donner une large place aux partis socialistes, autant il est difficile de savoir en quoi la vie internationale entre les deux guerres eût été différente, s'il n'avait pas existé l'Internationale Ouvrière Socialiste, avec Friedrich Adler comme secrétaire.

Disons le mot : l'ascension des partis socialistes les avait déjà « nationalisés », et Ignazio Silone avait tristement raison lorsqu'il affirma vingt ans plus tard que c'était là une des rares nationalisations parfaitement réussies. En dehors de l'« Internationalisme Proletarien » des communistes, dirigé

jusqu'à récemment par le Kremlin et qui aujourd'hui hésite entre Moscou et Pékin — en dehors de certaines actions syndicales professionnelles, notamment celles conduites par la Fédération Internationale des Ouvriers des Transports sous l'impulsion d'Edo Fimmen — en dehors de quelques manifestations verbales, l'unité universelle des travailleurs n'a pas encore pris forme dans l'histoire.

Il résulta de tous ces facteurs que les dirigeants social-démocrates se sont trop longtemps détournés de la politique « étrangère ». Lorsque, en 1913, après une victoire électorale de la Gauche, des sièges au gouvernement furent offerts aux socialistes hollandais de Troelstra, celui-ci considéra les différents ministères auxquels le parti pourrait s'intéresser : les Affaires Etrangères ne furent pas du nombre. On y mettrait quelque technicien, et, pourvu qu'il ne se mêlât point de choses sérieuses, on le laisserait tranquille dans son coin. Même dans les pays plus importants, ce désintéressement restait sensible, et tout se passait comme si la fameuse mais si ahurissante parole du vieux Liebknecht, « La meilleure politique étrangère, c'est pas de politique étrangère du tout », continuait à exercer son autorité sur les esprits.

Grâce à un manque de connaissances concrètes et d'intérêt réel, on se réfugiait dans une philosophie pseudo-gauchiste, qui sonnait étrangement dans la bouche de socialistes, si bien assagis par ailleurs.

La Société des Nations ? C'était toujours « eux », et « nous » n'avions à son égard que la fonction critique. L'Union Européenne ? Une bonne idée sans doute, mais seul « le » socialisme pourrait la mener à bien. Aujourd'hui même devant des problèmes décisifs comme le Marché Commun, il arrive encore d'entendre des socialistes raisonner comme si l'intégration continentale ne les concernait pas. « L'Europe Unie » ? mais quelle Europe nous préparent-« ils » ? « L'Europe des affaires » ou « celle du Vatican » ?..

Bref, dans ce domaine international qui devient de plus en plus important et où les socialistes, semble-t-il, allaient prendre la tête de toutes les grandes transformations, ils furent au contraire hésitants et méfiants. Aujourd'hui encore, depuis longtemps habitués à prendre des responsabilités gouvernementales dans leurs propres pays, plusieurs d'entre eux retombent dans une opposition

« de classe » (du reste purement verbale), lorsqu'il s'agit de l'ONU ou de la CEE. Est-ce donc qu'ils auraient peur de perdre leurs dernières virginités, si nous pouvons risquer cette image ? Ou bien est-ce par manque de préparation ?

Toujours est-il que le marxisme ne saurait suggérer aucune alternative, aux perplexités de l'Europe et du monde. Retournons donc vite vers la politique intérieure.

VI

Malheureusement, à l'intérieur aussi, de nouveaux orages s'annoncèrent bientôt, à partir des années 1920 : le fascisme d'abord, la crise économique ensuite.

En ce qui concerne le premier : pour pouvoir le combattre efficacement, il eût été indispensable d'en comprendre l'essence. Or, on ne peut pas dire que le marxisme, tel qu'il avait dégénéré entre les mains de ceux-là entre les socialistes qui prétendaient s'en réclamer encore, ait contribué à la compréhension du fait fasciste.

Cette « révolution conservatrice » constituait en effet un phénomène nouveau. Il était absurde de l'« interpréter » comme la conduite d'une simple manœuvre capitaliste, au moment où la Haute Finance aurait glissé dans le gangstérisme. Car ce qui était original dans ce mouvement — et ce qui le rendait objectivement si dangereux mais, subjectivement, si séduisant pour beaucoup de jeunes — ce fut son caractère agressif, (au moins apparemment) novateur et inédit. S'il fut un parti « bourgeois », on peut en discuter sagement. Mais il est indiscutable que les militants fascistes furent des « angry young men », qui se considéraient comme tout, sauf comme des « bourgeois ».

On pouvait dire qu'ils étaient les victimes d'une monstrueuse supercherie, montée par la classe dominante. Malheureusement, cette démonstration passait à côté du phénomène. Pour en saisir la portée, il eût fallu posséder une connaissance lucide du fait national — et nous avons vu combien la social-démocratie était incertaine à cet égard. Il eût fallu faire une analyse sociologique des classes, à l'âge moderne, et ne pas considérer les couches « intermédiaires » comme des rudiments du passé, destinées à disparaître et d'ailleurs probablement condamnées à rester conservatrices. Car, justement, le fascisme était entre autres la rébellion, à la fois réactionnaire et passionnément révolution-

naire, de ces couches-là. Il eût fallu voir que la jeunesse, qui avait fait la guerre et pour qui le concept de « solidarité » était plus évident que celui d'une « lutte des classes », était prête à se grouper autour du drapeau national. Il eût fallu présenter une perspective démocratique, au-delà d'un parlementarisme classique, discrédité en Italie. Il eût fallu savoir dans quelle mesure la démocratie « bourgeoise », « formelle » valait tout de même assez pour être défendue par la classe ouvrière (6). Surtout, au moment de l'occupation des usines, il eût fallu dire, ou bien que cette tentative était héroïque mais sans issue, ou bien qu'on devait la mener jusqu'à son terme logique qui était la révolution sociale. On ne dit en réalité ni l'un ni l'autre — ou les deux à la fois — et ce qui frappe l'observateur du socialisme italien pendant ces années-là, c'est à nouveau l'impénétration intellectuelle, le manque de *leadership*, la confusion des mots d'ordre contrastants et, en conséquence, l'incapacité d'agir au moment décisif.

Sommes-nous trop dur ? Hélas ! si cette constatation peut consoler des lecteurs, nous ajouterons avec tristesse que les autres partis italiens — et dix ans plus tard, la tragédie se renouvellera en Allemagne dans des proportions encore plus atroces — donnaient un spectacle tout aussi désolant. Nous ajouterons encore que rien n'est plus éloigné de nous que de vouloir blâmer, après tant d'années, des groupements humains qui, peut-être, n'auraient pas pu faire mieux qu'ils ne firent. C'est d'ailleurs un vain jeu, de vouloir définir la politique que tel parti aurait « dû » suivre, à tel moment. En plus, c'est une imposture de juger des hommes comme si, nous-mêmes, aurions fait mieux, si nous avions été là.

Mais l'auteur de cet article ne peut s'empêcher de s'interroger avec angoisse : comment donc se fait-il que la social-démocratie ait si souvent mal vu les problèmes et que, chaque fois, elle se soit laissée surprendre par l'événement ? Elle a ressuscité de ses cendres, sans doute, après chaque épreuve. Elle correspond donc à une aspiration fondamentale de la civilisation européenne. Ses échecs ? Ils s'expliquent peut-être par sa jeunesse, car elle n'a qu'un siècle à peine comme mouvement orga-

(6) Ironie du destin : au congrès SFIO de Montrouge en 1933, ce fut Marcel Déat, futur leader de la collaboration, qui fit le discours antifasciste le plus lucide !... Les questions que nous venons d'énumérer, il les posait, en effet.

nisé. Pourtant, ce n'est pas lui rendre un service que de taire le fait que, jusqu'ici, à chaque confrontation historique de taille, elle n'a pas pu ou su orienter l'évolution.

A une réserve importante près, nous sommes obligé d'en arriver à la même conclusion, quand on envisage la crise « de surproduction », qui sévit aux début des années 1930.

Là au moins, un grand classique avait donné les éléments d'une analyse valable : dans une page lumineuse du *Manifeste*, Marx et Engels avaient d'avance décrit le processus d'une telle catastrophe. Mais les socialistes étaient déjà trop puissants pour pouvoir se contenter d'une telle citation, en ajoutant triomphalement : « Vous voyez bien ! » Ils étaient au gouvernement ou ils en étaient proches : on leur demanda davantage qu'une explication scientifique.

Cette fois, ce fut le Labour Party qui porta le fardeau le plus lourd : il en fut écrasé. Il y perdit notamment trois de ses chefs les plus prestigieux, Ramsay MacDonald, Snowden et Jimmy Thomas, l'ancien leader des cheminots.

Une fois de plus, la surprise semble avoir été complète. Une fois de plus, la faute du désastre fut attribuée au capitalisme. Malheureusement (comme devait le dire un syndicaliste allemand), on se trouve dans une situation embarrassante lorsqu'on est, au chevet d'un malade, à la fois le médecin et le prétendu héritier. Fallait-il donc guérir le moribond ? Sans doute oui, hélas ! Mais alors, comment ?

En tout cas pas en dévaluant la monnaie, car ce serait donner aux adversaires un argument de propagande trop facile : non, le socialisme n'est pas le parti des banqueroutes ! En tout cas pas non plus en laissant s'accroître le déficit du budget : on accuserait trop vite le socialisme de faire une politique de pure dépense ! Mais alors, que faire ? Augmenter les rentrées ? Impossible, car les impôts rendaient de moins en moins, et c'était logique. Diminuer les allocations de chômage donc ? C'était probablement la dernière ressource à laquelle on serait acculé, mais jamais le parti ne l'accepterait. Finalement, la rupture avec MacDonald se fit sur ce dernier thème, après quoi un gouvernement « national » fut chargé de faire ce qu'il pourrait, c'est-à-dire peu de choses, jusqu'au moment où la courbe de production se mit à remonter (7).

A nouveau, l'histoire de la crise économique serait donc celle d'un échec pour le socialisme, s'il n'y avait eu la naissance d'une idée nouvelle, la percée d'une conception socialiste originale : celle du « Plan du Travail ».

Elle fut lancée par Henri de Man en Belgique, reprise par la CGT française non encore « colonisée » par les communistes, puis, élaborée en détail par la Social-démocratie hollandaise. Elle fut même appliquée (d'ailleurs sans l'intervention de de Man lui-même) par les socialistes suédois de Per Albin Hansson qui, au gouvernement avec le parti agraire, en firent la plateforme de leur action. Action qui devint remarquablement salutaire.

En résumé, ce furent les partis et les syndicats les moins marxistes qui prouvèrent que l'alternative socialiste n'était pas entre la révolution totalitaire et la stagnation — qui démontrèrent que la démocratie « bourgeoise » pouvait être mobilisée pour un progrès réel (8) et qui faisaient voir sans logomachie que le réformisme ne devait pas nécessairement se limiter à de petites guerillas pour le partage un peu plus juste du produit social.

Ce n'est pas un hasard qu'Henri de Man ait été en même temps l'auteur du Plan et celui d'un livre, *Au-delà du Marxisme*, qui, pour la première fois depuis les *Voraussetzungen des Sozialismus* d'Edouard Bernstein de 1899, mettait la hache au pied de l'arbre marxiste. En effet, il était impossible de vouloir transformer la société radicalement, mais dans la continuité démocratique, sans rompre avec le schéma des ruptures totales : Capitalisme — Révolution — Socialisme. Les Suédois, n'avaient jamais beaucoup cru à de telles constructions théoriques. C'est ce qui leur permit d'être le parti le plus heureux de l'Internationale, dernier espoir de tant de désespérés.

VII

On l'a dit souvent : un parti de conservation sociale n'a pas besoin d'idées, mais un parti de transformation est perdu s'il n'en trouve de sédui-

(7) L'histoire est admirablement contée par Adolf Sturmthal, dans *The Tragedy of European Labor, 1918-1939*, New York, Columbia University Press, 1943.

(8) Cf. Arthur Rosenberg, *Demokratie und Sozialismus*, Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1962, p. 293 : « Demokratie, das hiesz offenbar dasz alles beim Alten bleibt ». C'est bien ainsi que les masses interprétèrent la République de Weimar, pendant la crise.

santes. Or, à la fin de ce bref panorama, on est bien obligé de conclure que la social-démocratie essuya une série presque ininterrompue de défaites parce que, inapte à prévoir et à préparer ses plans d'avance, elle fut incapable de gouverner selon ses prétentions. Une dernière fois, tournons-nous vers notre Européen de 1904 : il ne pourra que nous approuver.

Mais après les faits (9), cherchons l'explication.

On peut dire, évidemment, que les socialistes n'ont pas eu la majorité numérique et que, par conséquent, condamnés à l'opposition ou obligés de partager le pouvoir avec d'autres, ils n'ont pas pu montrer de quoi ils étaient capables. Cette objection ne résiste pas à l'examen. D'abord, que vaudrait un parti qui ne pourrait donner sa mesure qu'à condition d'avoir rempli des conditions qui, vraisemblablement, ne se réaliseront pas d'ici une génération pour le moins ? Ensuite, où est le parti socialiste qui aurait jamais, publiquement, fait sienne cette justification ?

On peut dire aussi que le malheur des partis socialistes, c'est que l'histoire ait toujours fait appel à leur concours à des moments difficiles, voire désespérés : en Allemagne pendant la débandade de 1918, à Vienne au moment où cette ville était devenue la capitale d'un pays mutilé — en Grande-Bretagne pendant la crise — en France après l'effondrement de la droite fascisante et dans des circonstances politiques telles, que la SFIO était la victime constante du chantage communiste. Tout cela est vrai, mais est-ce une explication ? C'est justement à de telles conjonctures qu'on mesure la valeur des collectivités et des individus. Il n'est pas venu à l'esprit de Churchill de se plaindre que la guerre l'ait porté au pouvoir : au contraire, il s'en est bruyamment félicité. Et dans le chaos total de la Russie en 1917, les communistes ont vu, eux, non pas une excuse toute trouvée d'avance en cas d'échec, mais au contraire une chance à saisir. Comment se fait-il alors que la social-démocratie, au gouvernement, ait accompli, au mieux, un travail honorable, mais jamais (à l'exception de la Suède) une œuvre spécifique de dimensions historiques ?

Il doit y avoir une explication fondamentale, et peut-être une analyse du socialisme d'avant 1914 peut-elle nous la donner. En effet, malgré l'avance électorale continue et malgré l'accumulation de tant de science marxiste, aucun problème concret

n'avait jamais été concrètement examiné par la social-démocratie européenne, et, encore moins, résolu dans la perspective du Jour J, jour des responsabilités.

Cela est grave, car on peut être un parti sans idéologie : alors, on va au moins envisager sans œillères la situation du moment. On peut aussi être un parti qui, possédant une idéologie, est inspiré par elle au moment des décisions : le parti communiste en donne l'exemple le plus frappant. Mais rien n'est plus pénible que d'avoir une idéologie dont on est si fier qu'elle semble pouvoir dispenser de toute pensée concrète — pour s'apercevoir ensuite, au démasqué, qu'on n'y trouve aucune indication précise pour la ligne à suivre *hic et nunc*.

Tel fut le cas de la social-démocratie européenne, dont tout le travail théorique, entre les deux guerres, consista à se débarrasser d'une philosophie à laquelle elle avait cru. Le marxisme ? On voyait maintenant ce que les communistes en avaient fait, et l'on ne pouvait guère nier l'évidence : ils étaient les héritiers légitimes d'un système qui, en effet, avait prôné la révolution violente, la socialisation universelle, la dictature du Parti. Par contre, l'*Anti-Dühring* ne contenait rien qui puisse éclairer Friedrich Ebert comme président d'Allemagne. Et Blum, en face des grèves sur le tas pendant l'été de 1936, ne devait pas trouver grande inspiration dans la théorie de la plus-value, à laquelle pourtant il continuait à croire.

C'est le caractère apocalyptique du marxisme qui l'a perdu, qui l'a rendu néfaste comme doctrine pour un parti démocratique. Trop prétentieux, il a voulu offrir trop et, ainsi, donné à ses adeptes une fausse assurance qui les dispensait de réfléchir à la rude matière des réalités. Ah ! s'il s'était contenté de conduire une analyse scientifique de la société capitaliste ! Sans doute, les générations suivantes auraient eu à en corriger certaines conclusions, mais il n'y aurait eu aucun mal à cela. C'est le sort (et c'est l'honneur) des grandes recherches théoriques de se laisser dépasser par des chercheurs plus jeunes. Malheureusement, Marx et

(9) On les trouve synthétisés dans l'ouvrage monumental de Carl Landauer, *European Socialism*, University of California Press, 1959, deux grands volumes. Malheureusement, la figure si attachante du leader hollando-frison Troelstra n'y est qu'à peine mentionnée et la structure du livre, en prenant les différents pays les uns après les autres, n'aboutit pas à une vision universelle et européenne des phénomènes.

Engels ne précisèrent jamais ce qu'ils entendaient par « socialisme », mais ils lancèrent leurs conclusions — très générales, très vagues — comme des vérités désormais indiscutables (10), et ainsi enfermèrent leurs disciples dans un carcan dogmatique. En dehors du parti communiste, ils eurent des épigones plutôt que des continuateurs.

Quant aux partis social-démocrates, s'ils se proclamaient marxistes, ils échappaient au contrôle du maître : il suffit de lire les critiques de Marx envers les programmes socialistes allemands. Mais ils ne lui échappaient pas entièrement toutefois, car certains concepts continuèrent à y être acceptés sans débat. Or, ces partis prirent une philosophie spéculative pour un fil d'Ariane dans la forêt vierge des événements, et ils crurent qu'une interprétation globale de l'histoire pouvait leur permettre d'en faire. A chaque confrontation, à chaque conflit, à chaque épreuve, il fallut déchanter. Mais pendant trop longtemps plusieurs partis socialistes firent tout leur possible pour faire croire au monde que rien ne s'était passé, qu'ils étaient « marxistes » comme toujours et qu'on reprendrait l'action là où elle avait été si cruellement interrompue, par une guerre, une révolution ou une crise (11).

Oh ! sans doute, à l'intérieur des partis, des voix s'étaient élevées, même avant 1914, pour demander si, réellement, le marxisme pouvait guider l'action politique et si le mouvement n'était que l'artisan d'une Apocalypse. Déjà, nous avons cité Bernstein. Citons aussi le fameux débat de Lille, entre Guesde et Jaurès. A de telles occasions déjà des failles apparaissaient, et, ce qui était bien plus grave : était-on sûr que les défenseurs de l'orthodoxie fussent prêts à tirer toutes les conclusions de leur doctrine ? Non, sans doute, et tel observateur moderne, proche du communisme, n'eut pas tort de dire que, dans le fond, les champions de la tendance « gauche » n'étaient pas toujours tellement éloignés de leurs adversaires (12). Il est juste de dire qu'en réalité, les Guesde et les Kautsky étaient beaucoup plus proches qu'ils ne le pensaient, des « modérés » qu'ils faisaient condamner par les congrès. Les vrais marxistes, au contraire, ceux qui prenaient à la lettre les préceptes des maîtres et qui s'en inspiraient dans la pratique de l'action subversive — c'étaient Lénine et ses bolchéviks, eux seuls, uniquement. Qu'il s'agisse du problème de l'Etat ou de la paysannerie, de la nation ou de la religion, de la guerre ou des crises capitalistes —

le marxisme a toujours tout donné aux communistes, alors que sa philosophie globale, révolutionnaire, apocalyptique, n'a fait que gêner, n'a jamais fait qu'embarrasser les social-démocrates.

Peut-être le moment est-il venu pour le socialisme européen de reprendre Marx, maintenant que l'hypnose s'est dissipée. A présent, il peut à nouveau rencontrer une œuvre qui, politiquement, lui a fait tant de mal en le paralysant, mais qui, considérée comme un modèle d'analyse sociologique, peut l'aider à comprendre le monde contemporain. Pour la social-démocratie, Marx était devenu une obsession, une cause de mauvaise conscience, un guide dont on avait trop attendu, mais qui avait lâché ses enfants aux moments des plus grandes responsabilités.

Jadis, Clémenceau affirma que la Révolution était « un bloc ». Ce fut une erreur fatale. De même, pour la social-démocratie d'avant la première guerre, le marxisme constituait « un bloc », à prendre ou à laisser. Verbalement, elle « prit » tout, alors que toute sa psychologie pacifiste, tout son humanitarisme, toute sa gentillesse sociale, prédestinait sa majorité européenne à devenir démocratique et réformiste. Puis, surtout après les quatre ans de massacres, cette majorité désirait tout sauf un nouveau conflit, un nouveau drame, cette fois sous la forme d'une guerre civile. Elle voulait la paix et le progrès législatif, au moment où Lénine lui lança au visage le gant d'un marxisme violent, dictatorial, implacable. Elle recula avec horreur — chefs et militants.

Pourtant, ces chefs et ces militants ne pouvaient nier que cet esprit de fanatisme, de lutte au couteau, d'extermination de l'ennemi de classe, d'étatisation universelle, se trouvait bel et bien dans Marx et

(10) Il suffit de relire leur correspondance pour constater le ton d'amère polémique, de mépris, d'assurance hautaine, envers tout auteur, tout homme politique qui ne fût pas entièrement « dans la ligne ». Mais peut-on s'en étonner ? Engels croyait que Marx avait accompli pour les sciences humaines ce que Newton avait fait pour celles de la nature : il le dit ainsi dans son oraison funèbre à Hampstead. Or, s'opposer à « la science », n'est-ce se montrer, soit de mauvaise foi, soit de faible constitution intellectuelle ? Pour des adversaires aussi peu estimables, le marxisme philosophique ne pouvait avoir qu'un remède : l'Inquisition.

(11) Ainsi, le parti socialiste SFIO lança un manifeste aux travailleurs de France, après la scission communiste de Tours : il y annonça qu'il « n'avait pas de nouvelle doctrine à présenter » et que toute son ambition consistait à être le continuateur légitime du parti unifié d'avant-guerre !...

(12) Erich Matthias, *Idéologie et Pratique: le faux débat Bernstein-Kautsky*, dans *Annales*, janvier-février 1964.

Engels, lesquels étaient tout sauf des démocrates tolérants ou des réformateurs parlementaires. Pouvait-on nier que Lénine appliquait une partie du message marxien ? Kautsky s'y efforça, mais ce fut nier l'évidence. Pouvait-on donc, au contraire, nier que le marxisme formât un bloc ? Si oui, ce bloc entier était à rejeter comme une philosophie tyrannique. Pour les social-démocrates ce fut sans doute la seule voie ouverte. Elle était d'autant plus pénible qu'on avait, jadis, cru à cet évangile avec plus de ténacité. Par contre, le succès des Suédois s'explique aussi par le fait qu'ils n'avaient jamais été tellement marxistes et que l'opération du désengagement s'effectuait là-bas sans cris ni grincements de dents.

Quoi qu'il en soit, l'opération est terminée aujourd'hui, ou à peu près. Dans les partis socialistes européens actuels, le marxisme a cessé d'être un bloc, une idéologie directrice. Mais le malheur c'est

qu'à sa place s'installe une indifférence, une méconnaissance et un opportunisme, dont personne ne saurait se féliciter. Par conséquent, on peut se demander si, à l'heure actuelle, le moment n'est pas venu pour les chefs socialistes de l'avenir de reprendre leur Marx et leur Engels. Non pas, comme jadis, pour y trouver « la » vérité, mais pour y chercher un esprit tonique.

A présent, personne, dans aucun parti socialiste, n'attend plus rien des classiques pour définir les objectifs de demain et la technique du jour. Mais des penseurs aussi clairvoyants que Pierre Mendès-France (nous pensons à son livre *La République moderne*) ou André Philip (toute son œuvre en témoigne) connaissent Marx... comme ils connaissent Durkheim, Sombart ou Galbraith. Ils peuvent respirer. Leur socialisme s'est philosophiquement émancipé des vieux maîtres. Intellectuellement, ils peuvent donc librement s'y reporter.

